

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA FORMATION DES DÉMOGRAPHES EN AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE*

E. VAN DE WALLE

Alors que la France occupe le tout premier rang de la démographie mondiale, et alors que les enquêtes organisées par l'INSEE en Afrique durant les années 50 et 60 ont représenté une véritable percée, tant sur le plan de la méthodologie que sur celui de la connaissance démographique, il ne semble pas que le nombre de démographes africains qualifiés soit suffisant pour prendre la relève au sud du Sahara. Je voudrais examiner brièvement certaines causes de cette situation, avant de discuter des remèdes. C'est peut-être en comparant les pays francophones avec les pays de langue anglaise que l'on peut le mieux toucher du doigt la genèse de la situation présente ; et le cas du Ghana offre certains principes de solution. Le Ghana est probablement le seul pays de la région qui ne dépende pas de personnel étranger pour l'étude de sa population et pour l'enseignement de la démographie. En septembre 1969, il y avait dans ce pays plus de membres de l'Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population que dans tous les autres états d'Afrique noire ensemble : huit membres (le Nigéria en avait deux, et le Kenya un ; il n'y en avait pas en Afrique noire francophone) (2).

L'effectif des démographes et l'intérêt suscité par les études de population dans les deux groupes de pays reflète les différences entre :

- 1° les systèmes statistiques,
- 2° les systèmes d'éducation,
- 3° les attitudes vis-à-vis de la politique démographique.

* Point 4 : FORMATION.

Je remercie le Professeur J. CALDWELL, de l'Université nationale australienne, pour l'aide qu'il m'a apportée et les informations qu'il m'a communiquées, tant en conversations que par écrit. Je remercie aussi le Dr D. HEISEL, du Population Council de New York, pour avoir bien voulu lire une première version de ce manuscrit, et m'avoir fait de nombreux commentaires. Les erreurs et omissions restent, évidemment, la responsabilité de l'auteur.

(1) U.I.E.S.P., *Répertoire des activités scientifiques des membres*, Liège, sept. 1969.

1. LES SYSTÈMES STATISTIQUES

Depuis le début de la colonisation anglaise, les pays anglophones ont considéré le recensement décennal comme faisant partie de la routine du gouvernement, et non comme une opération exceptionnelle, à réaliser s'il y avait des fonds disponibles. Les Français ont instauré la pratique du « recensement » administratif, comptage régulier et instrument d'administration locale (y compris la perception fiscale). Le système vaut ce que vaut l'administration territoriale, et je crois qu'en général il a craqué avec l'indépendance. Le système anglais vaut ce que valent ses spécialistes au sommet, et il s'est en général fortement amélioré au cours des dernières années. L'enquête démographique, qui est normalement un complément du recensement, a joué un rôle important dans les pays francophones, mais c'était une opération exceptionnelle, dépendant de fonds extérieurs. Et les Français paraissent avoir cessé de croire en son efficacité, avant qu'une tradition ait pu se créer.

Il est vrai que même dans les pays de langue anglaise, presque toutes les activités démographiques dépendent aujourd'hui de fonds externes. Mais ils ont eu accès bien plus facilement à des sources alternatives ou supplémentaires, tant du gouvernement américain que de fondations comme le Population Council ou Ford. Il est même remarquable que l'aide scandinave est pour ainsi dire concentrée dans les pays anglophones. Même les activités de la CEA ont eu tendance à être dominées par la tradition anglaise. Je ne sais comment expliquer ces faits. Mais l'existence d'un système démographique vigoureux, l'organisation de recensements dans la plupart des pays anglophones vers 1970, et l'impression d'être comptable de sa population envers une vaste communauté internationale, tous ces éléments sont éminemment favorables à la formation de démographes locaux.

(On pourrait sans doute suggérer que la situation présente a, paradoxe, des causes démographiques. La plupart des pays anglophones qui entreprennent un sérieux effort dans l'établissement d'une statistique démographique ont plus de huit millions d'habitants. Des pays d'expression française, seul le Congo Kinshasa est dans ce cas. Il y a des économies d'échelle).

2. L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Quelle que soit la valeur de la recherche faite par des expatriés, il n'y aura jamais assez de formation de cadres tant que l'université ne s'en chargera pas. En règle générale, les instituts de recherche et les administrations ne contribuent à la formation des chercheurs et des professionnels qui feront autorité dans leur branche, que si la formation universitaire de base a été adéquate. Le problème de formation est donc avant tout un problème d'enseignement supérieur. Or les universités anglophones trouvent leur origine dans de petits « collèges » locaux comme Fourah Bay, Makerere ou Legon, participant aux activités du pays, développant du talent sur place, et profitant de la recherche en cours. Dakar, par exemple, semble plutôt avoir son origine et son cadre de référence en France.

3. LA POLITIQUE DÉMOGRAPHIQUE

La démographie occupe une place éminente dans les priorités du monde anglosaxon. En Afrique de langue française, l'étude de la population n'a pas d'importance particulière (il y a tant de choses à faire!), et fait, sans plus, partie de l'inventaire tropical, indispensable certes, mais coûteux. Pour l'Anglophone, l'explosion démographique du Tiers-Monde est devenue une question de vie ou de mort, et l'influence de la population sur le développement économique occupe le premier plan des préoccupations.

Il dérive ses arguments de MALTHUS plutôt que de SAUVY. On peut contester ce sentiment d'urgence dans le cas de l'Afrique (personnellement je ne le conteste pas), mais la générosité des dispensateurs d'aide est proportionnelle à l'urgence qu'ils prêtent eux-mêmes aux problèmes.

L'importance des différences ci-dessus apparaît exemplairement dans le cas du Ghana. Je m'empresse d'ajouter que ce cas est unique en Afrique, mais il illustre une approche du problème de la formation des démographes en Afrique. En 1959, lorsque GIL commence à organiser le recensement de 1960 au titre d'expert des Nations Unies, il n'y a pas de démographes locaux. Il recrute un professeur de mathématiques du Département de l'éducation (K.T. DE GRAFT-JOHNSON) ; le chef du Département des Affaires Sociales (RIBY-WILLIAMS) organisera le travail sur le terrain, un sociologue de l'Université (TETTEH) s'occupera de la section statistique, et un géographe anglais de la cartographie. Aucun n'est un démographe à proprement parler. Toutefois, le Bureau du Recensement envoie un étudiant sociologue, GHANSAH, au centre des Nations Unies de Chembur. Parallèlement au déroulement des opérations du recensement — quoiqu'avec un certain retard — et bientôt en étroite collaboration, se développe le programme de démographie à l'Université. En 1960, le Population Council finançait la création d'une chaire de démographie au département de Sociologie de l'Université, et par la suite y envoyait une succession de démographes étrangers (LORIMER, CALDWELL, etc.). Ces derniers vont participer à la formation du personnel du recensement.

Les cours à l'Université du Ghana vont connaître un très grand succès, et former un nombre impressionnant d'étudiants en démographie. Jusqu'à ce jour, environ 125 diplômés ont suivi des cours consacrés à la population pendant au moins deux années dans le courant de leur formation universitaire. On pourrait craindre la surproduction, mais il n'y a pas de chômeurs parmi ces diplômés. En fait, les anciens du programme ont joué un rôle crucial lors du dépouillement et de la publication du recensement de 1960, et lors de la préparation du recensement de 1970. Ils occupent nombre de positions stratégiques dans l'administration du Ghana. CALDWELL affirme qu'ils ont un quasi-monopole des postes qui requièrent une compétence dans les statistiques sociales : planning économique, main-d'œuvre, éducation, affaires sociales, etc. Les démographes ghanéens figurent dans un nombre impressionnant de comités gouvernementaux. Leur influence est prépondérante pour produire, et faire accepter, la politique du Ghana en matière de population (1).

Aujourd'hui, des cours de démographie sont donnés au département de sociologie de l'Université, à la faculté d'Economie, et à l'Institut des recherches économiques et sociales. Depuis 1966, l'Université du Ghana a créé une « Unité Démographique », financée par le Population Council, et comprenant deux personnes, ayant reçu un complément de formation à l'étranger. La section forme des étudiants de licence et possède un excellent programme de recherches, dont une enquête de fécondité à passages répétés dans un échantillon représentatif du pays (cette enquête est financée par USAID). La section a publié plusieurs monographies (basées sur le recensement et l'enquête post-censitaire de 1960), et a organisé des conférences (2). La création initiale d'une chaire de démographie a porté des fruits à long terme ; les meilleurs étudiants ont pu poursuivre leur formation démographique en Angleterre ou aux Etats-Unis, et même en Australie et au Canada, et puis sont revenus à l'université. Ayant bénéficié continuellement de supports extérieurs, le programme assure maintenant un certain rôle international : formation d'étudiants étrangers, enquêtes au Togo, et association possible avec le futur centre des Nations Unies.

(1) République du Ghana, *Planification Démographique pour le progrès et la prospérité de la nation*. Politique du Ghana en matière de population, mars 1969.

(2) Par exemple : S.K. GAISIE, *Dynamics of Population Growth in Ghana*, Ghana *Population Studies* n° 1, Demographic Unit, Department of Sociology, University of Ghana, Legon, 1969.

Depuis lors, le Population Council s'est efforcé de développer et de supporter un programme similaire en Nigéria (à Ibadan d'abord, puis à Ife). D'autre part, cette fondation a, au moins partiellement, subventionné des programmes d'enseignement et de recherches démographiques dans des facultés de sciences sociales à Fourah Bay, Lagos, Ife, Makerere, Nairobi, et Dar es Salam. Ces programmes sont caractérisés par le développement de ressources universitaires locales. D'après Caldwell, « le but premier en instaurant un programme d'enseignement de la démographie, est généralement de produire un groupe de spécialistes qui pourront comprendre et interpréter les nouvelles données démographiques devenant disponibles sur leur pays » (1). Le but secondaire est de donner ce qui sera souvent la seule formation quantitative existante pour l'interprétation des faits sociaux en général. Caldwell lui-même estime qu'il faudrait commencer un programme intégré de cours et de recherche (ou développer, selon le cas, ce qui existe déjà) en démographie dans les universités de Dakar, d'Abidjan et de Lovanium. Au début tout au moins, les meilleurs éléments filtrés par ces programmes iraient compléter leur formation théorique à l'étranger (en l'occurrence, l'étranger signifie probablement la France ou un centre de Nations Unies, mais peut-être la Belgique ou le Canada. Le problème est de trouver un enseignement adapté à la réalité africaine et aux types de renseignements produits par les recensements et les enquêtes nationales). A ce stade, il s'agit de former les quelques individus qui pourront retourner dans leurs pays pour assumer des positions de leadership soit à l'université, soit dans l'administration ou les instituts de recherche. Il faut amener l'enseignement et la recherche démographique à une masse critique dans l'université et exposer les étudiants à l'étude de la population. A un second stade, il pourrait y avoir des sections démographiques qui assurent la recherche et l'enseignement. Le contact avec des universités étrangères et des instituts d'outre-mer est nécessaire. Mais la combinaison en Afrique de l'enseignement et de la recherche me paraît indispensable pour que la formation du démographe africain reste axée sur les réalités locales plutôt que sur les systèmes statistiques des pays avancés. On peut espérer que lorsque les diplômés de ces programmes pénétreront les services gouvernementaux, la nécessité des recensements et des données statistiques diverses sur la population et, qui sait, d'une politique démographique, commencera à s'imposer.

(1) J.C. CALDWELL, « Demographic training and research in Tropical African universities which employ English as the medium of instruction », United Nations, *World Population Conference*, vol. III, New York 1967, p. 269.

COMpte RENDU COMMUN AU POINT 4 - 1 ET 2

On souligne tout d'abord le retard de la démographie en Afrique en général, par rapport à l'Amérique du Sud et à l'Asie.

La majeure partie de la discussion tourne ensuite autour de la création du centre de formation des Nations Unies, en particulier sur différents points :

- *recrutement, niveau, choix des candidats*
- *statut des élèves*
- *le contenu de l'enseignement et de la recherche*
- *harmonisation entre les centres d'Accra et de Yaoundé.*

Monsieur REMICHE signale alors que « l'Union internationale pour l'étude scientifique de la population » crée une commission chargée d'étudier les problèmes que pose l'enseignement de la démographie. Cette commission étudiera ce qui existe déjà, fera des propositions d'avenir pour les différents continents, et fera enfin des propositions précises adaptées aux différentes régions.

Enfin une partie du débat est consacré à la nécessité de former des démographes mais devront-ils appliquer une « politique de population » ou pas ?

Monsieur GIL répond aux différentes interventions de cette discussion :

- *Il insiste sur la nécessité de démographes pour qu'il y ait une action démographique possible.*
- *Au départ les candidats sans formation mathématique particulière seront acceptés mais ceci sera une difficulté pour les professeurs. Ultérieurement il en ira peut-être autrement.*
- *Le diplômé devra pouvoir faire des rapports à son Gouvernement sur la situation démographique locale.*
- *Impossibilité de former dans l'immédiat un grand nombre d'étudiants.*
- *Equilibre entre les disciplines au sein de la formation, ce sera aux responsables des Centres d'en décider.*
- *Dans les renseignements multiples la démographie est la discipline principale, les autres étant annexes.*
- *Des échanges sont prévus entre les deux Centres (Accra et Yaoundé) entre les Professeurs d'une part, et les étudiants d'autre part.*

Avant la clôture de la séance Mr. VAN DE WALLE :

- *propose un cours de langue dans les deux centres*
- *insiste, (en accord avec M. TABAH) pour qu'il n'y ait pas de politique démographique orientant l'enseignement donné, qui doit rester neutre, surtout dans un centre des Nations Unies.*